

Les champions nationaux se repositionnent

■ **Des marchés à prendre de l'ordre de 460 milliards de DH!**

■ **Le bâtiment industriel et les chantiers urbains redynamisent l'activité**

LE Maroc a son plan Marshall. LGV, lignes de tram, requalification urbaine, grands chantiers, grandes tours, bâtiments administratifs, théâtres, ponts, ouvrages d'art, voiries urbaines... Pratiquement toutes les grandes agglomérations sont en chantier. Jamais les villes n'ont généré autant de marchés à prendre. Et cerise sur le gâteau, des chantiers industriels de grande envergure pour la construction d'usines de nouvelle génération (aéronautique, automobile, offshoring, énergie...). Du coup, cabinets d'études et de consulting, architectes, urbanistes, entreprises de construction, métiers du second oeuvre, équipementiers...

se frottent les mains. Les carnets de commandes sont pleins auprès de la majorité des entreprises de référence. «Il y a plus de 200 projets de construction en cours au Maroc, pour une valeur globale estimée à plus de 460 milliards de DH (49,8 milliards de dollars)», selon une étude

usines dans l'automobile, l'aéronautique, l'énergie...). La demande est tellement importante dans le bâtiment industriel et les plateformes des différents écosystèmes/filières. «Le challenge est d'arriver à monter une usine clés en main en moins d'un an», soutient le ministre de

études, prestataires divers... L'événement accueille également des investisseurs, promoteurs immobiliers, architectes, paysagistes, ingénieurs... C'est dire que les opportunités d'affaires sont des plus importantes. Ce regain d'intérêt pour la construction s'explique aussi par les multiples projets urbains programmés ou en cours. «A elle seule, la construction urbaine représente 55% de l'ensemble des projets de construction au Maroc», précise une étude récente. Plus encore, les services publics et les projets de transport pèsent pour 40% du global des investissements». Ce sont là les principaux ingrédients de la redynamisation du marché. Pour optimiser les retombées, la corporation du BTP a signé, le 24 septembre dernier, un contrat-programme avec l'Etat. Une feuille de route censée améliorer la compétitivité des entre-

Vitrine des standards

POUR cette édition, le SIB devra permettre aux opérateurs d'avoir plus de visibilité sur les marchés à venir ainsi que les opportunités de business qui en découlent. C'est la vitrine de la nouvelle dynamique du secteur. La grand-messe des bâtisseurs offre à l'ensemble de l'écosystème BTP des opportunités d'affaires et des partenariats pour des contrats commerciaux. Contrats commerciaux, joint-ventures, partenariats, cartes d'exclusivité... sont autant de possibilités offertes aux exposants. L'événement se veut aussi une plateforme d'échanges et de débats pour s'enquérir des nouveaux standards internationaux et des dernières innovations dans le bâtiment et les métiers annexes. □

réalisée en 2018. De l'avis d'experts, le secteur de la construction connaît une forte croissance en ce moment, portée essentiellement par les marchés publics ou encore la dynamique enclenchée par le Plan d'accélération industrielle (26

l'Industrie. C'est dans ce contexte précis qu'intervient la grand-messe de l'acte de bâtir (SIB: Salon international du bâtiment).

Pour accompagner cette dynamique, le salon prévoit d'accueillir plus de 180.000 visiteurs nationaux et internationaux sur une surface d'exposition de plus de 20.000 m² à la Foire de Casablanca. Pour cette édition, plus de 45 pays et autant de pavillons étrangers sont représentés. Parmi les pays exposants, figurent de grandes références dans le bâtiment et l'aménagement d'espaces, notamment l'Allemagne, la France, le Canada, la Turquie, la Chine, l'Inde, le Japon, le Brésil, la Russie, la Suède, Taiwan... Les majors des infrastructures sont là. Organisée par Urbacom, la 17e édition du SIB a réussi à attirer plus de 660 entreprises spécialisées dans les différentes activités du bâtiment.

Equipementiers, décorateurs, industriels des matériaux de construction, aménageurs-développeurs d'espaces, spécialistes de l'outillage, logiciels, informatiques et services, formation,

Indicateurs-clés à retenir

- 460 milliards de DH de marchés à prendre
- Plus de 200 chantiers en cours
- 55% des projets sont dans la construction urbaine
- Services publics et transport: 40% des investissements
- Contrat-programme: Objectif, contribuer à hauteur de 81 milliards de DH au PIB
- Création de 1,2 million d'emplois à l'horizon 2022
- 45 pays représentés au SIB 2018
- 660 entreprises exposantes

prises. Une fois déployée, la stratégie devra permettre au secteur de contribuer à hauteur de 81 milliards de DH au PIB. Ce qui permettra la création à terme de 1,2 million d'emplois (horizon 2022). □

A.R.

BTP: Un contrat-programme pour relancer le secteur

■ 81 milliards de DH de PIB,
1,21 million d'emplois... en 2022

■ Mise à niveau, montée en puissance des opérateurs...

DEPUIS septembre dernier, le secteur du BTP dispose d'un nouveau contrat-programme signé avec le gouvernement. Une feuille de route tant attendue par les professionnels pour relancer la machine. En plus du contrat-cadre signé avec le gouvernement et les fédérations, 10 contrats d'application ont été paraphés avec différents ministères (Intérieur, Finances, Equipement, Energie, Education nationale, Emploi, Habitat, Commerce, Agriculture et Affaires étrangères). Des engagements clairs et ambitieux ont été pris pour le développement à moyen terme. Le contrat-cadre avec ses contrats d'application constituent un tout. Ils font suite au premier contrat-programme, ayant lié, en 2004, les pouvoirs publics avec la Fnbt. La nouvelle vision vient concrétiser la stratégie de développement de l'ingénierie et de l'entreprise de

BTP. Le contrat-cadre s'est fixé comme objectif de porter, à l'horizon 2022, le PIB du secteur de 53 à 81 milliards de DH. Pour ce qui est de la productivité apparente par employé, elle devra grimper de 53.000 à

de route pour le développement à moyen terme de l'ingénierie et des entreprises du secteur. Une stratégie qui s'articule autour de deux axes. Le premier porte sur la promotion d'une entreprise compétitive, créa-

des entreprises en donnant de la visibilité à l'investissement et à la croissance, tout en accompagnant l'émergence de champions nationaux, en prenant en considération l'agressivité de la concurrence étrangère.

Le secteur étant particulièrement dépendant de la commande publique, la réglementation de la gestion des marchés publics constitue un enjeu majeur. Ce qui implique une réflexion globale et concertée sur la réforme de cette dernière et l'évaluation de sa mise en œuvre et de son déploiement avec l'ensemble des acteurs concernés. La mise en œuvre du contrat-programme sera assurée par un comité de pilotage qui réunira les représentants des ministères concernés, de la Fnbt et de la Fmci. Le comité devra se réunir une fois par an. La mise en place d'un comité de suivi, présidé par le directeur des Affaires Techniques et des Relations avec la Profession (ministère de l'Equipement), ou son représentant est également dans le pipe. Ce comité réunira les représentants mandatés par les ministères signataires ainsi que ceux des deux fédérations, au minimum deux fois par an, et à chaque fois que l'un de ses membres le juge nécessaire. □

Une activité transversale

LE BTP est un acteur incontournable et à vocation transversale. L'ensemble des plans sectoriels comportent une forte composante infrastructures qui en conditionne le succès. «Les entreprises chefs de file garantissent la pérennisation et la montée en compétence des salariés. Des atouts sur lesquels le Maroc devra capitaliser», précise la tutelle. Les majors ne représentent pourtant qu'une dizaine de groupes avec un chiffre d'affaires supérieur à 600 millions de DH. Globalement, le secteur est composé majoritairement de PME. 8.700 TPE réalisent un CA inférieur à 10 millions de DH. S'y ajoutent 3.705 PME (dont le CA oscille entre 10 et 100 millions de DH et 576 sociétés de taille intermédiaire (entre 100 et 600 millions de DH). Près de 20% des grandes et moyennes entreprises ont un capital supérieur à 40 millions de DH. La majorité des sociétés (56%) détient un capital inférieur à 1 million de DH. Par ailleurs, 39% des entreprises ont un capital inférieur à 10 millions de DH. □

67.000 DH par an. Côté emplois, les effectifs passeront de 990.000 à 1,21 million (220.000 postes additionnels). La nouvelle vision vise à consolider les acquis et répondre à divers enjeux. Les parties signataires se sont fédérées autour d'une feuille

trice de valeur, innovante... Une entreprise qui a une capacité suffisante pour répondre à la demande au niveau national qui plus est capable de s'exporter.

Le deuxième pilier consiste à renforcer le rôle d'un Etat qui favorise la pérennité

Nadia DREF